

Burundi : l'ONU appelle au dialogue et à l'élargissement des espaces de liberté

APA, 09-11-2014 Arusha (Tanzanie) - Le conseiller spécial des Nations unies pour la prévention du génocide, le Sénégalais Adama Dieng, a lancé samedi à Arusha, un appel au dialogue et à l'élargissement des espaces de liberté au Burundi pour éviter "le pire" avant les élections générales de l'année prochaine, rapporte l'AFP. Adama Dieng, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse, était l'hôte du Tribunal pénal international pour le Rwanda qui célèbre son vingtième anniversaire avant sa fermeture le 31 décembre.

"Il faut faire en sorte que les forces du mal ne puissent pas pousser certains acteurs à la violence criminelle", a dit M. Dieng relevant "une violence qui se répand ici et là" au Burundi. "La meilleure manière de freiner cette violence est d'amener l'ensemble des acteurs politiques à se parler. Sinon, le pire peut arriver", a averti Dieng en réponse à une question si le Burundi ne risquait pas de connaître un génocide comme son voisin rwandais il y a 20 ans. Il a encouragé les différents acteurs burundais "au dialogue et à l'élargissement des espaces de liberté pour que les droits de l'homme soient pleinement respectés". "Mais cela dit, il ne faut pas non plus considérer que le parti au pouvoir est seul responsable. Tout le monde doit rester vigilant (à!) même si c'est le pouvoir qui a la responsabilité première de protéger la population", a-t-il poursuivi. "Aucun Etat, aujourd'hui, ne peut revendiquer sa souveraineté pour commettre en silence des meurtres", a affirmé le représentant du secrétaire général de l'ONU, soulignant que les Burundais tant souffert pendant des décennies ont le droit d'aller aux prochaines élections "en toute tranquillité". "Il est essentiel que l'héritage des accords d'Arusha ne soit pas sacrifié sur l'autel d'intérêts partisans", a-t-il estimé, et politique et la société civile à "gérer de la manière la plus constructive la diversité qui prévaut actuellement au Burundi". La communauté internationale a publiquement exprimé depuis plusieurs mois ses inquiétudes sur les tensions croissantes dans ce petit pays des Grands Lacs, sur fond de violence politique et d'entraves aux libertés, à l'approche des élections de 2015. Dans une note confidentielle qui avait fuité, l'ONU avait récemment fait état de distributions d'armes aux Imbonerakure, ce que le pouvoir avait démenti. L'histoire du Burundi est jalonnée de massacres ethniques et le pays a connu une sanglante guerre civile entre 1993 et 2006. Les précédentes élections de 2010, boycottées par l'opposition, avaient débouché sur des violences.